



Diagnostic

Sources des données et des cartes

Diagnostic PLH (CAPB, 2019)

Ateliers diagnostic du PDU (Syndicat des mobilités, janvier 2019)

[Analyse de la fréquentation touristique 2018](#) (ADT Béarn-Pays Basque)

[Observatoire économique Pays Basque 2018](#) (CCI / CAPB / AUDAP)

Conférence universitaire 2018 de la CAPB

Analyse des besoins sociaux (CAPB, 2018)

Propositions du Pays Basque aux Assises nationales de la mobilité

(CAPB – Syndicat des mobilités, novembre 2017)

[Enquête sociolinguistique de 2016](#) (OPLB, 2016)

[Empleo , Diagnostic et éléments clés](#) (GECT de l'Eurorégion, 2016)

[Etude énergie-climat](#) (CDPB-CEPB, 2016)

[Petit atlas du Pays Basque](#) (AUDAP, novembre 2015)



Un territoire à forte croissance

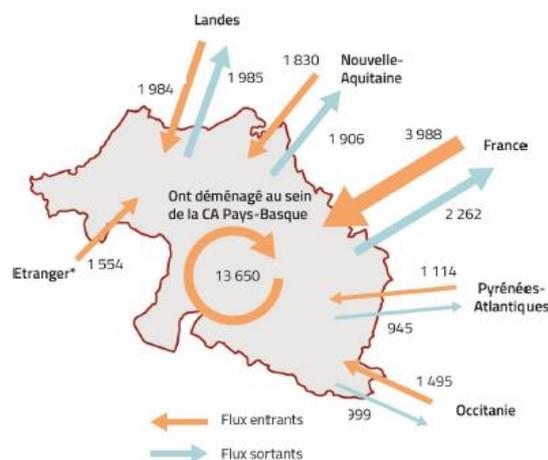
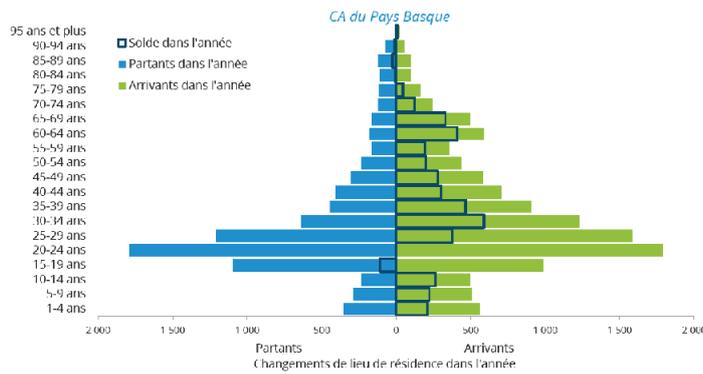
Démographie : l'attractivité, un atout majeur

Comptant 302 980 habitants en 2015, soit 5% de la population de Nouvelle-Aquitaine, la Communauté Pays Basque se positionne déjà comme la deuxième agglomération régionale derrière la métropole bordelaise. Or l'attractivité du Pays Basque et son **essor démographique** se sont confirmés ces dernières années, et devraient se poursuivre¹.

Cet essor est essentiellement dû à des flux importants, majoritairement entre le Pays Basque, les Landes et les autres départements du Sud-Ouest. Si le Pays Basque connaît un nombre important de départs, ils sont compensés par des arrivées massives : le Pays Basque est ainsi **une terre d'accueil**.

La pyramide des âges des mobilités résidentielles

Source : Insee, RP fichiers détail 2014



REPERES

◆ **+0.9% de croissance démographique** annuelle en moyenne entre 2010 et 2015 (deux fois plus qu'au plan national)

◆ **10 000 nouveaux habitants tous les 3-4 ans** (excédent annuel de 3 110 arrivées au regard des départs entre 2010 et 2015)

◆ **Une majorité de jeunes actifs et de familles : les ¾ des nouveaux arrivants ont moins de 45 ans**

◆ **Croissance gagnant une grande partie du Pays Basque intérieur (et du Seignanx)**

◆ **Une part d'arrivées de retraités supérieure à la moyenne, renforçant le vieillissement général de la population (29.4% de +60 ans contre 23.8% au plan national).**

◆ **L'accélération de nouvelles tendances depuis 5 ans : parmi les nouveaux arrivants, +7% de moins de 11 ans, +13% de 20-24 ans, +10% de + de 60 ans....**

¹ Cf. « Petit atlas du Pays Basque » de l'AUDAP (novembre 2015)

Qualitativement, la dynamique démographique tend à évoluer et à remettre en question des idées reçues :

- le territoire reste attractif pour les seniors, mais aussi pour de jeunes ménages avec enfants ;
- on remarque aussi un ralentissement voire un arrêt du déclin démographique des territoires intérieurs.

Cette croissance démographique invite à :

- répondre aux besoins spécifiques de ces populations (jeunes actifs et seniors notamment),
- assurer leur accueil pour celles qui s'installent
- envisager l'aménagement du territoire à l'aune de cette attractivité (logement, emploi, services, transport, protection des paysages...)

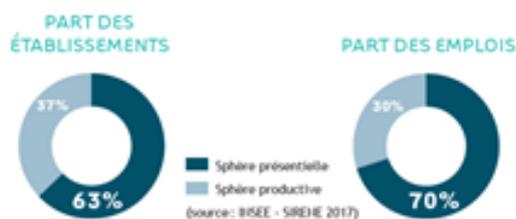
Croissance économique et de l'emploi

Le Pays Basque connaît depuis le milieu des années 90 une croissance économique importante. Il y a 25 ans le Pays Basque avait un retard en termes de création d'entreprises et d'emplois, de niveau de qualification de la population active, et un taux chômage supérieur à la moyenne.

Le territoire a rattrapé tous ces retards et ses **indicateurs se rapprochent de ceux des métropoles les plus dynamiques de France**. Le Pays Basque a bénéficié de facteurs endogènes (capacités productives, synergies collectives, entrepreneuriat, image du territoire et de ses produits...), et exogènes (attractivité démographique, nouveaux arrivants créant des activités, destination touristique...).

Composé essentiellement de TPE², le tissu économique local est riche de multiples secteurs d'activité et de modèles économiques. Il est **résistant aux crises** et les **potentiels d'innovation** y sont multiples.

Si l'économie résidentielle a explosé en Pays Basque, du fait de cette forte attractivité (services, commerce...) en quantité et en pourcentage, le **Pays Basque a maintenu une économie productive tant sur la côte qu'à l'intérieur** (démarches agricoles de qualité, TPE/PME solides et ancrées...).



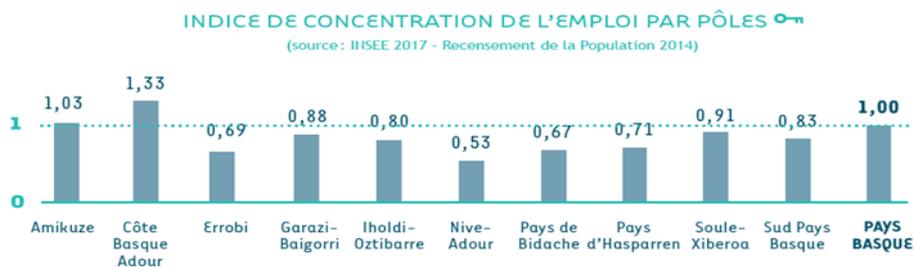
REPERES

- ◆ **97%** des établissements comptent moins de 10 salariés
- ◆ Un taux de pérennité à 3 ans élevé (76%)
- ◆ **+14%** du nombre d'entreprises entre 2013 et 2018 ; **+ 3%** du nombre d'emplois
- ◆ Un **taux de chômage** de 8.1% (régional : 8.6%, national : 8.9%)
- ◆ 15.9 millions de **nuitées touristiques** marchandes et non marchandes en 2018 (+6% / 2017) ; 72% des nuitées du département
- ◆ 6.5% des emplois dans le tourisme (contre 3.7% en Nouvelle-Aquitaine)
- ◆ Une stabilité quantitative ses secteurs productifs (en fort recul au plan national)

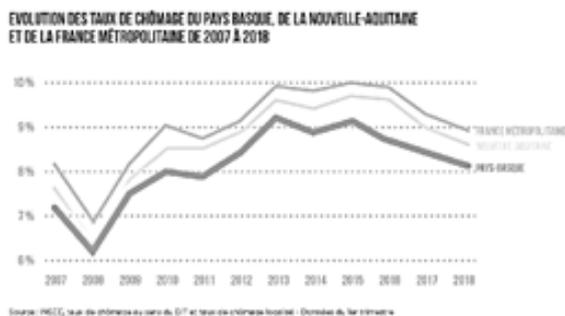
² TPE ou Très Petite Entreprise : entreprise de moins de vingt salariés



Les ratios entreprise-emplois rapportés à la population témoignent d'un **tissu économique résistant en Soule et en Basse-Navarre**.



Les chiffres de ces dernières années confirment ces tendances avec la création d'activités, d'entreprises et d'emplois, permettant au Pays Basque d'avoir un **taux de chômage légèrement inférieur aux moyennes régionales et nationales**, et globalement, et de disposer d'autant d'emplois que d'actifs.



Le niveau de **qualification de la population active** est devenu supérieur aux moyennes, et a rejoint la moyenne nationale en termes d'emploi féminin.

Autres dynamiques liées au capital social, culturel et naturel du Pays Basque

En 25 ans, la langue basque a connu un regain majeur d'intérêt dans la société basque. Auparavant limité à la transmission familiale, l'euskara est aujourd'hui **une langue étudiée** à l'école (plus de 40% de primaires en bilingue ou immersion) et même **une compétence devenue indispensable pour avoir un emploi dans certains secteurs**: tourisme, médico-social, éducation, périscolaire et loisirs, relations commerciales avec Euskadi et Navarre, emploi public pour travailler en Pays Basque Sud (Espagne)... On doit ce basculement à un mouvement militant très actif depuis les années 70, et à une politique linguistique structurée depuis 15 ans.

La dernière **enquête sociolinguistique** réalisé en 2016 par l'OPLB montre que le pourcentage de jeunes bascophones ne cesse de croître. Pour la première fois depuis le début des années 90, et malgré la croissance forte de la population, le nombre de bascophones ou comprenant l'euskara est stabilisé (près de 30% de la population des 16



ans et +). Mais, non officiel (contrairement en Euskadi), l'Euskara demeure un bien commun fragile qui nécessite la plus forte attention.

La singularité du Pays Basque **sur le plan culturel est source d'attractivité**, de même que la **richesse environnementale et paysagère** sont des leviers importants pour le développement du Pays Basque. Des opportunités nouvelles s'offrent : patrimoine matériel et immatériel, industries culturelles, recherche, tourisme culturel et naturel, économie verte, valorisation du patrimoine littoral et marin...

Le Pays Basque est reconnu pour son **cadre de vie privilégié**, proposant une haute qualité de vie sociale et environnementale, **moteur de son attractivité**. Ajouté à ses produits, sa culture, ses richesses naturelles... il fait du Pays Basque **une destination touristique de premier plan**, reconnue au niveau national et international (cf. labellisation marque mondiale par le ministère)³.

Autre pilier ce cadre de vie et cette identité bien particulière : **le capital social**. Le Pays Basque dispose de **dynamiques collectives, militantes et associatives** particulièrement fortes, et ancrées dans le temps, de réponses à de nombreuses et diverses problématiques comme l'agriculture, l'entrepreneuriat, la culture, l'action sociale, la langue, l'animation rurale... Un important terreau d'innovations qui invite à une approche sous l'angle des **Communs**, qui ont en Pays Basque une résonance particulière : cette capacité à trouver, par la mobilisation sociale, des alternatives entre les sphères purement publiques ou privées.⁴

³ <http://www.marque-biarritzpaysbasque.com>

⁴ Cf. intervention d'I. Bagdassarian au Forum de la société civile du 28 mars 2018, organisé par le CDPB. Un Commun se définit à partir du trio constitué de la ressource partagée, de la communauté de ses usagers et des règles qu'ils ont institué pour le partage. En Pays Basque, cette logique de communs se retrouve dans la gestion des terres de montagne (commissions syndicales), la production culturelle populaire (pastorale, mascarade...), la monnaie locale, etc.



Un territoire de plus en plus vulnérable

Un développement urbain extensif et déséquilibré

Le prix du foncier et du logement au Pays Basque a connu une envolée spectaculaire depuis la fin des années 90 (ex. doublement des prix entre 2000 et 2006), croissance qui s'est poursuivie pendant et après la crise. Pour autant **il existe deux Pays Basque**: celui sous **forte pression foncière** dont les prix avoisinent ceux de plus grandes métropoles; celui des vallées de l'intérieur du Pays Basque en **recherche de revitalisation**.

Malgré une mobilisation forte des pouvoirs publics (Plan urgence logement, nouveaux PLH...), le **retard de production de logement** s'est encore accumulé. Les efforts ne combrent pas les nouvelles demandes liées aux évolutions des modes de vie (décohabitations, etc.) et à la croissance de la population.

L'**offre en logement social** (locatif ou en accession) reste insuffisante et concentrée surtout sur la côte. **70% de la population est éligible au logement social**, 25% d'entre eux consacrent à leur logement plus de 39% de leurs revenus...

L'exclusion d'une partie de la population s'est installée durablement, se traduisant par des lieux de vie loin des lieux de travail et une précarisation importante d'une partie de la population (notamment les jeunes actifs).

La politique de transport n'a pas suivi l'explosion des mobilités. Le retard accumulé fait du Pays Basque un territoire où l'usage de la voiture demeure très élevé. Le recours à la voiture individuelle pour les trajets quotidiens (domicile-travail, scolaire...) s'accompagne d'effets néfastes: saturation des réseaux routiers aux heures de pointe et en été, pollutions et part importante sur les gaz à effet de serre. Dépendant du transport routier individuel, le territoire est mécaniquement **dépendant des énergies fossiles**... Il cumule cette situation avec une production locale d'énergie renouvelable faible qui ne couvre qu'environ 10% des besoins.

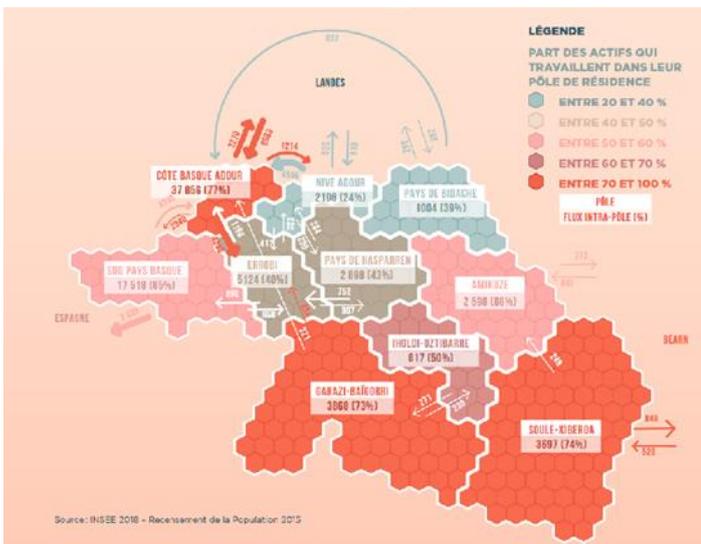
REPERES

- ◆ **Déclin démographique dans les vallées de montagne**: Aldudes, Ostibarre, Hergaray, Haute-Soule; stagnation sur l'ensemble d'Iholdi-Oztibarre entre 2010 et 2015 (-0.1%) et baisse en Soule (-0.6%)
- ◆ 13% de logement social en 2017. Trois fois moins de demandes de logement social satisfaites sur l'agglomération du BAB que sur l'agglomération paloise, et trois fois plus de temps d'attente
- ◆ **1500 logements à produire par an, à population constante** (réponse aux décohabitations et autres mouvements)
- ◆ **82% des actifs utilisent un véhicule personnel** pour se rendre au travail
- ◆ **2% des déplacements intermodaux au Pays Basque** (10% dans les grandes agglomérations françaises, 5% dans les villes moyennes)
- ◆ +38% du trafic automobile sur la RD810 entre haute et basse saison
- ◆ **Le transport, 1^{er} contributeur aux émissions de GES avec 34%**
- ◆ Le secteur résidentiel et des transports représentent 32% et 31% des consommations d'énergie finale
- ◆ **6 fois plus de consommation énergétique que de production locale d'énergie**
- ◆ **Disparition de 20% des zones humides en huit ans**

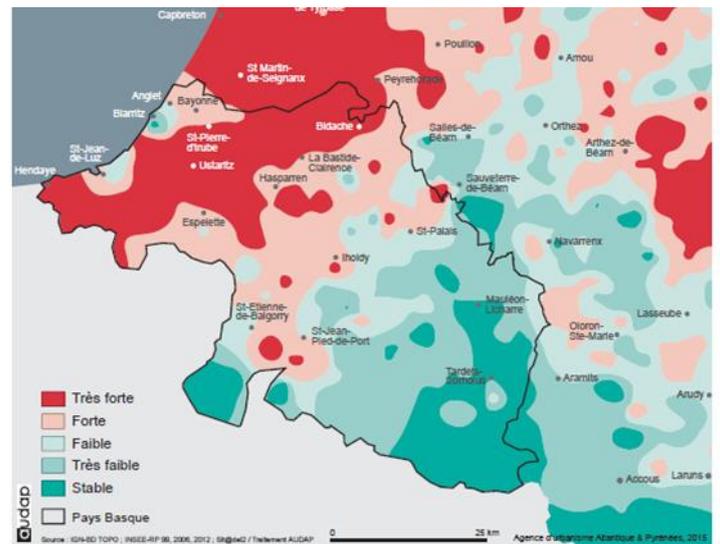


C'est plus globalement dans la politique d'aménagement et d'urbanisation que **le Pays Basque accuse un retard**. Malgré certaines initiatives locales (traduites dans les investissements, les PLU, etc.), **il a développé un « urbanisme extensif »** : habitat individuel sur des terrains vastes et lotissements communaux éloignés des centres, des offres de transports et de services ; imperméabilisation systématique de l'espace aménagé ; manque de réhabilitation de l'habitat ancien, etc.

Cet urbanisme extensif doublé d'un **suréquipement commercial** a fragilisé les centres villes et les bourgs centres, contribué à un **niveau élevé de mobilité routière et d'usage du foncier** au dépend des espaces agricoles et naturels.



Déplacements domicile-travail



Dynamique de croissance urbaine (1999-2012)

Des fragilités économiques et sociales

Le Pays Basque connaît structurellement **une problématique d'inadéquation entre offre et demande d'emploi, entre niveau de qualification des actifs et niveaux de qualifications recherchés**. Régulièrement le Conseil de développement du Pays Basque a mis sur la table ce débat et proposé (encore ces dernières années) de mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et de créer des outils de connaissance du territoire auprès des jeunes⁵.

Malgré une génération d'actifs mieux formés et une croissance importante du nombre de postes de cadres, l'offre locale d'emploi ne permet pas de couvrir les attentes d'une génération qui est passée par l'enseignement supérieur (cf. jeunes femmes surdiplômées dans le tertiaire).

⁵Cf. Rapport GPEC-Territoriale de 2017 et expérience de l'outil « Enseigner le Pays Basque » (entre 2006 et 2013)



Le Pays Basque cumule ainsi un taux élevé de bacheliers et un taux anormalement bas de poursuite dans l'enseignement supérieur. De nombreux jeunes quittent le territoire pour se former (Pau, Bordeaux, Toulouse...), ou renoncent au parcours auquel ils aspireraient. Malgré des efforts importants depuis 15 ans, l'offre d'enseignement supérieur au Pays Basque demeure très insuffisante : un retard flagrant aujourd'hui alors que notre territoire est la deuxième agglomération de Nouvelle-Aquitaine... et le 6^{ème} campus !

La bonne santé économique du Pays Basque masque donc de nombreuses situations de vulnérabilité et de précarisation, liées au monde du travail et aux conditions de logement.

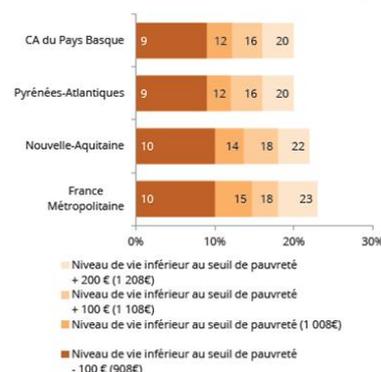
Le prix élevé du logement sur le Pays Basque accentue la précarisation ordinaire de la population active et le développement des travailleurs pauvres. Le territoire est de plus en plus exclu pour une partie importante de ses habitants qui ne dispose pas de solidarité familiale (aide, patrimoine local...). Les acteurs du monde social et médico-social alertent les pouvoirs publics sur le développement, depuis 10 ans, de la pauvreté et de la grande précarité. Pauvreté et vulnérabilité économique touchent plus récemment des familles originaires du Pays Basque, concernées par des problématiques de séparation, de perte de solidarité, d'isolement social. La croissance de familles monoparentales (+10% ces 5 dernières années) modifie les besoins en termes de logement et de services. Les femmes qui représentent 87% des familles monoparentales sont des publics particulièrement vulnérables.

REPERES

- ◆ Près de 6000 étudiants (3500 à l'UPPA), soit moins de 20 étudiants pour 1000 habitants, contre 63 à Pau, 100 à La Rochelle, 210 à Poitiers...
- ◆ 15% des salariés en contrats précaires (32% des 15-25 ans actifs sont en contrat précaire, contre 9% des plus de 25 ans)
- ◆ 15% de chômage chez les 15-25 ans actifs
- ◆ 2 à 3 projets de recrutements sur 5 jugés difficiles à pourvoir
- ◆ 36 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté (12% de la population)
- ◆ Le niveau de vie mensuel de 8% de la population est compris entre 1000€ (seuil de pauvreté) et 1200€

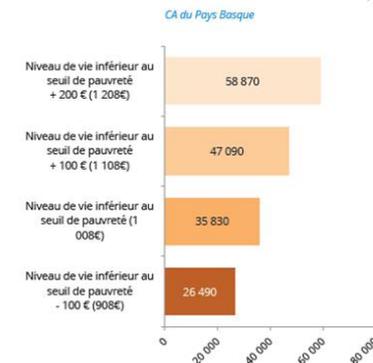
La répartition des populations selon les seuils de niveaux de vie

Source : Insee, Filosofi 2014 & estimations © Compas



Les effectifs des populations selon les seuils de niveaux de vie

Source : Insee, Filosofi 2014 & estimations © Compas



Le taux de pauvreté en Pays Basque s'approche de la moyenne nationale. Cette pauvreté touche aussi les plus âgés : isolement, manque d'accompagnement, mobilité difficile, solutions résidentielles inadaptées. Une problématique qui va s'accroître dans les années à venir lorsque la génération du « papy-boom » sera majoritairement âgée de plus de 75



ans. Le Pays Basque peut ainsi se confronter à des défis sanitaires et sociaux de grande ampleur, illustrées par quelques signaux faibles (exemple : taux de prévalence de la maladie d'Alzheimer bien supérieur qu'en Béarn).

Enfin, les acteurs sociaux observent d'autres vulnérabilités liés à des discriminations touchant souvent les femmes, les jeunes, des personnes d'origine étrangère (gens de passage, migrants...).

Ainsi, **le Pays Basque connaît le revers de sa « croissance », celle qui rend le territoire et sa population plus vulnérables et questionne son modèle de société : le « vivre ensemble ».**

Des potentiels sous-exploités

Le Pays Basque dispose d'un **capital image** très important, d'une attractivité forte au plan national, d'une renommée internationale (Biarritz, notamment). Mais, il y a aujourd'hui une **absence de stratégie globale de promotion du territoire**, et pas uniquement touristique. Touristiquement, la promotion du Pays Basque est encore éclatée entre les stratégies des villes, celles de l'agence départementale, celle de la marque Biarritz-Pays Basque... Une image souvent brouillée, peu en phase avec la réalité vécue par les habitants. L'approche globale proposée à travers **le projet de marque territoriale** entre 2008 et 2012 est aujourd'hui restée sans suites. Les attentes sont fortes au moment où émerge un office de tourisme intercommunal.

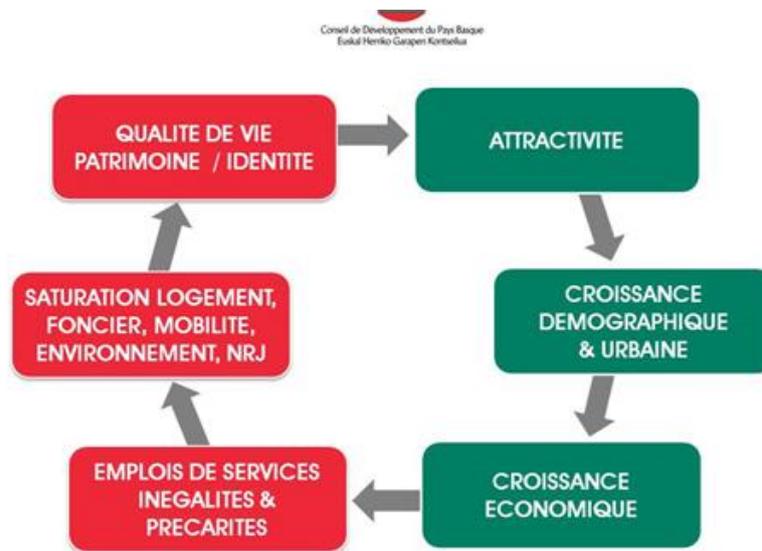
Depuis 25 ans, et malgré l'absence d'institution propre, le Pays Basque cherche à développer **la coopération transfrontalière** (Eurocité, conventions entre collectivités publiques, conférence transfrontalière, GECT...) et les pratiques transfrontalières se sont accrues entre habitants, acteurs économiques et culturels.

Pourtant, **la « frontière » est loin d'être dépassée**. Frontières mentales, offre de mobilité insuffisante, obstacles linguistiques et administratifs, asymétries institutionnelles, modèles économiques et urbains très différents... autant d'obstacles toujours aussi prégnants, 30 ans après l'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne. L'étude EMPLEO menée par le GECT Nouvelle-Aquitaine / Euskadi / Navarre est sans appel : **3 863 travailleurs transfrontaliers** au sein de l'Eurorégion, quand on en dénombre 170 000 à la frontière franco-suisse ou 46 000 à la frontière franco-allemande. Derrière ces chiffres, une écrasante majorité d'actifs espagnols travaillant côté espagnol qui résident côté français (Hendaye, Urrugne pour 69%). Et pourtant, des dizaines de milliers d'emplois vont se créer en Euskadi et Navarre par manque de main d'œuvre...

Le potentiel de développement d'emplois lié à la langue basque est sous-exploité au Sud de la Bidassoa comme au Nord : on assiste en Pays Basque nord à une pénurie de qualifications en euskara chez les jeunes et les actifs... limitant le développement de la politique linguistique et de l'économie générée !

Un Pays Basque au milieu du gué

Face à ce diagnostic, et selon le CDPB, la situation peut donc se traduire par la roue suivante, entre indicateurs au vert et au rouge, qui aurait tendance à se gripper...



Le modèle de développement du Pays Basque est ainsi sérieusement questionné.

L'attractivité repose sur l'image positive du territoire et ses spécificités. Elle est source de développement économique, mais se traduit par une gestion dépensière de nos ressources, par un retard accumulé dans la production de logements, dans un modèle d'aménagement inadapté aux dynamiques démographiques, et plus globalement par une fracture qui se creuse entre ceux qui sont inclus et ceux qui sont exclus de ce développement.

Tout semble indiquer que si le Pays Basque dispose d'atouts nombreux qui génèrent une attractivité importante, la manière dont il en tire profit crée des dégâts importants sur ce qui fonde l'attractivité du territoire : son cadre naturel, sa qualité de vie, son identité culturelle.

Les équilibres sont fragiles. Notre territoire est vulnérable aux transitions qui s'annoncent, ce qui implique de repenser un certain nombre de politiques publiques pour y faire face. Pour le CDPB, plusieurs orientations peuvent permettre de repenser les choix d'action publique futurs, et notamment ceux de la CAPB.